

“Je ne me suis pas soumis à De Wever, je lui ai résisté”

■ Le Président du PS, Elio Di Rupo, demande au MR d'assumer la crise politique actuelle.

Entretien Stéphane Tassin

Elio Di Rupo et le PS font l'objet d'attaques frontales de la part du MR, qui pointe la responsabilité du parti dans la crise actuelle. Le président du PS s'en défend.

Le MR vous accuse d'être l'allié objectif à la N-VA pour mettre le gouvernement par terre...

Le MR s'exprime en prêchant l'absurde. Mais personne ne le croit. Il est dans le mensonge et l'agressivité pour essayer de faire oublier qu'en réalité il gouverne avec la N-VA depuis plus de quatre ans. De Wever a dit que le MR s'est soumis à la N-VA pendant quatre ans...

De Wever a vraiment dit que le MR s'était soumis ? Il a dit deux choses. La première étant que le MR écoutait la N-VA au sein du gouvernement. Autrement dit, le MR s'est soumis. Depuis que son parti a quitté le gouvernement, il a dit que Charles Michel allait être leur marionnette. Le MR essaye par tous les moyens de nous accuser. Le PS n'a aucun contact avec la N-VA. Nous n'avons rien à voir avec la N-VA et la volonté du PS est de ne jamais gouverner avec la N-VA.

C'est ce que vous avez dû préciser la semaine dernière, alors que vous aviez tenu des propos plus ambigus quelques jours avant.

Je ne suis pas ambigu. On raconte n'importe quoi. J'ai répondu de manière philosophique et cela a été exploité. La volonté du PS est de ne jamais gouverner avec la N-VA et je demande aux partis démocratiques francophones et flamands de faire comme nous.

Le MR rappelle que vous avez discuté avec la N-VA en 2010.

En 2010, j'ai discuté avec eux. Mais j'ai bloqué Bart De Wever. Je ne me suis pas soumis, je lui ai résisté et j'ai refusé de gouverner avec lui. Tout le contraire du MR qui, lui, s'est couché

en acceptant de gouverner avec la N-VA alors qu'il avait dit jamais. À l'époque, nous avons stabilisé le pays. Quand j'étais Premier ministre, la croissance économique était supérieure à la moyenne de la zone euro. Aujourd'hui c'est l'inverse.

Et ça, c'est de la faute du gouvernement fédéral ?

Bien sûr, parce que ce gouvernement MR/N-VA aurait dû mener une politique de sagesse qui tient compte de tous les groupes sociaux. Ils ont cru qu'en faisant le tax shift ils avaient trouvé la pierre philosophale. En réalité, pour le financer, ils ont augmenté la TVA sur l'électricité, les accises et ont fait augmenter le prix des médicaments et le coût des soins de santé pour les citoyens. Ils ont oublié les jeunes, les pensionnés, les allocataires sociaux, dont les malades et les handicapés. Je fais mes courses toutes les semaines moi-même chez Delhaize et je suis effrayé du coût de la vie. Pourtant, je ne suis pas le plus vulnérable des citoyens sur le plan des revenus. Mais, pour une majorité des citoyens francophones, les fins de mois sont difficiles, les gens n'en peuvent plus.

Quelle stratégie mène le MR à votre égard ?

Ils sentent qu'ils ont plongé le pays dans un chaos politique et essayent d'accuser le voisin. L'unique responsable du chaos politique, c'est le MR. Qu'il l'assume. Il se grandirait en l'assumant.

Vous avez dit ne pas être favorable à des élections anticipées, mais que voulez-vous ?

Aller aux élections le 26 mai.

Le pays peut être gouverné comme ça ?

Ce n'est pas le PS qui a demandé ça. En 2014, je voulais des tripartites classiques (PS-MR-CDH) à tous les niveaux de pouvoir.

Ce n'est pas ce que vous avez fait en régions pour-

tant ?

Monsieur Lutgen n'a pas voulu. Il voulait être indispensable. Mais ce que je veux dire, c'est que c'est le MR seul qui a pris la décision d'aller avec la N-VA.

Le MR, depuis quelques jours, vous prie de collaborer avec le gouvernement fédéral.

Ils disent ça, mais ils n'envoient pas d'invitation. Il n'y a eu qu'une invitation à notre chef de groupe. Au cours de la rencontre, le Premier ministre a réaffirmé la politique menée

avec la N-VA. Je serais intéressé d'entendre que l'âge de la pension soit à nouveau fixé à 65 ans, que la TVA passe à 6%...

Ça éveillerait votre curiosité et votre intérêt ?

Oui, si on parle aussi des soins de santé, du prix des carburants, etc.

Vous demandez la même chose que les “gilets jaunes”. Pourtant ces derniers vous échappent.

Est-ce que je dois vous rappeler que nous ne sommes pas au gouvernement depuis 2014. La coalition MR/N-VA a créé une déchirure sociale. Ce que les “gilets jaunes” expriment, c'est leur ras-le-bol. Ils veulent une société où les gens qui travaillent aient des revenus suffisants.

“Je fais mes courses toutes les semaines moi-même chez Delhaize et je suis effrayé du coût de la vie. Pourtant, je ne suis pas le plus vulnérable.”

“Au MR tout le monde ne pense pas comme Charles Michel”

Écolo a le vent en poupe, c'est votre partenaire privilégié pour l'avenir ?

La seule alternative au gouvernement actuel, c'est le PS, mais nous voulons les gouvernements les plus progressistes possible. C'est aux citoyens de faire en sorte que ça le soit. Écolo est un parti qu'on ne peut assimiler au MR, donc progressiste. Je trouve injuste que des grandes entreprises ne paient pas d'impôt. La fraude fiscale, c'est un scandale sans nom. Sur ces thèmes, on peut rassembler plusieurs partis.

Vous pensez qu'il y a des progressistes au MR ?

Je pense que tout le monde au MR ne pense pas comme Charles Michel.

Vous ne vous interdirez pas, s'il le faut, de discuter avec le MR ?

La question ne se pose pas. La seule chose qui compte aujourd'hui, c'est de savoir si le Premier ministre viendra demander la confiance au Parlement.

Le CDH est encore progressiste ou est-ce devenu un parti assimilable au MR, selon vous ?

Ce qu'à fait Benoît Lutgen est quand même insupportable. Un petit parti, pour des raisons obscures, nous exclut du gouverne-

ment wallon alors que nous sommes les premiers en Wallonie et à Bruxelles. Mais il y a toujours une aile plus progressiste au CDH. En Wallonie, MR et CDH veulent imiter le gouvernement MR/N-VA. Que veulent-ils en touchant au système APE comme ils le font ? Déstructurer encore plus la société ?

Vous avez désigné Paul Magnette porte-parole de campagne. Comment allez-vous faire pour ne pas vous marcher sur les pieds ?

En étant en concertation permanente. Il n'y a pas de couacs entre Paul et moi, même si certains aimeraient en trouver.

Le fait qu'il soit tête de liste à l'Europe en annonçant qu'il ne compte pas siéger, ce n'est pas un drôle de message ? N'aurait-il pas fallu lui confier une place de combat ?

C'est une place de combat. Les grands problèmes que nous avons au niveau européen, il les maîtrise. Il portera une influence politique importante. Il rencontrera un grand succès, j'en suis certain.

“La seule chose qui compte aujourd'hui, c'est de savoir si le Premier ministre viendra demander la confiance au Parlement.”